

METTRE EN PLACE DE VÉRITABLES STRATÉGIES POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME

Comment peut-on améliorer les chances des femmes de bénéficier tout autant que les hommes des activités menées en faveur du développement ? Quelles sont les stratégies qui ont fait leurs preuves dans ce domaine ?

Ce fascicule récapitule les stratégies qui ont fait leurs preuves dans la pratique en prenant appui sur les conclusions d'un examen ayant porté sur 85 évaluations réalisées entre 1999 et 2002 par des organismes bilatéraux et multilatéraux. On observe une grande convergence entre les rapports d'évaluation sur les stratégies qui se révèlent les plus efficaces pour résoudre les problèmes d'égalité homme-femme et ce, indépendamment de l'assistance fournie, de l'organisme donneur, du pays partenaire ou du secteur concerné. Les conclusions de l'examen des rapports d'évaluation contiennent également quelques données fragmentaires sur ce qu'il convient de faire pour promouvoir l'égalité homme-femme au stade de la planification des activités à l'appui du développement.

Aborder l'égalité homme-femme dans les discussions avec les pays partenaires

Que ce soit au stade de l'élaboration des stratégies d'aide par pays ou au stade de la conception et de la mise en œuvre des activités, les organismes d'aide doivent impérativement dialoguer avec les pays partenaires pour pouvoir établir des partenariats dans le domaine de l'égalité homme-femme. Il faut pour cela que les personnes qui travaillent dans le domaine du développement aient des échanges avec leurs interlocuteurs sur la manière dont les besoins, les intérêts et les droits des femmes interfèrent avec les activités planifiées et mises en œuvre à l'appui du développement compte tenu du contexte social, économique et politique qui prévaut, ainsi que sur les moyens à mettre en œuvre pour que le fait que ces activités soient également profitables aux hommes et aux femmes se traduise par une amélioration de leur efficacité et de la pérennité des résultats qu'elles produisent. En principe, le dialogue et la négociation doivent aboutir à une convergence de vues sur les investissements à réaliser et les activités à mener reposant sur une vision claire de la manière dont les avantages que

l'on en attend se concrétiseront tant pour les hommes que pour les femmes.

Les dénominateurs communs aux partenariats fructueux sont :

- une ambition partagée
 - la participation des parties prenantes
 - des engagements à long terme
 - l'attention portée aux capacités des partenaires.
- *Définir une ambition partagée et parvenir à un consensus explicite sur les objectifs visés en matière d'égalité homme-femme* par la stratégie par pays ou l'activité déployée en faveur du développement. Les évaluations montrent que l'absence d'appropriation des objectifs visés et des stratégies suivies dans le domaine de l'égalité homme-femme est un obstacle majeur à la résolution des problèmes d'égalité entre les sexes rencontrés dans le cadre des activités en faveur du développement. Or il y a davantage de chances pour que ces objectifs et stratégies suscitent l'adhésion s'ils se raccordent de façon manifeste aux mesures et aux engagements que le pays partenaire a déjà pris en faveur de la parité entre les sexes.

Rédigé par Juliet Hunt en avril 2004 pour le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme à partir d'une étude réalisée en 2003 par Juliet Hunt et Ria Brouwers sous le titre «Review on Gender and Evaluation : Report to DAC Working Party on Evaluation » à la demande de Agence australienne pour le développement international (AusAID) et du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

- **Associer les parties prenantes de la société civile au dialogue sur les objectifs à atteindre et les activités à mener.** Les réseaux qui militent à l'échelon national en faveur des femmes, les organisations locales de défense des femmes, les ONG et autres organismes locaux de défense des droits des femmes peuvent apporter une contribution essentielle à la définition des orientations qui doivent guider les stratégies par pays et à la conception des activités. Ils peuvent contraindre les institutions à rendre compte des actions qu'elles ont menées pour combler l'écart entre les engagements qui ont été pris et ce qui a été fait dans la réalité.
- **Prendre des engagements à long terme vis-à-vis des partenaires et mener des activités s'inscrivant dans la durée.** C'est là un point fondamental pour que les progrès accomplis sur la voie de l'égalité homme-femme tant sur le plan micro-économique que sur le plan macro-économique soient durables.
- **Évaluer et renforcer la capacité des pays partenaires d'analyser, de planifier et de mettre en œuvre l'action selon des modalités participatives tenant compte de la dimension homme-femme.** Ne pas prêter attention aux capacités des partenaires est un obstacle majeur à la résolution des questions qui se posent dans le domaine de l'égalité homme-femme. Apprécier la détermination et les capacités des partenaires ainsi que les conditions qui leur sont propres est en revanche une étape utile pour mieux cerner les catégories d'actions qui ont le plus de chances de porter leurs fruits dans le domaine de l'égalité homme-femme et faciliter la mise en lumière des mesures qu'il convient de prendre pour renforcer les capacités des partenaires. Dans des contextes sociaux difficiles par exemple, l'exploitation de données fiables fondées sur des travaux d'observation à des fins d'évaluation peut aider à légitimer une mobilisation en faveur des femmes et le renforcement des capacités des partenaires. Il est capital de connaître et de comprendre son partenaire pour pouvoir instaurer un véritable dialogue et négocier avec lui en vue de définir des objectifs communs.

Mettre en œuvre de véritables stratégies pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des activités menées

Il est tout à fait clair que l'attention portée aux questions d'égalité homme-femme au stade de la conception et de la mise en œuvre des activités est un facteur essentiel pour que les organismes d'aide puissent améliorer la probabilité que les femmes participent à leur action et en bénéficient au même titre que les hommes, et pour veiller à ce que ni les uns, ni les autres ne pâtissent des activités entreprises à l'appui du développement. Même si l'intérêt porté aux aspects intéressant l'égalité homme-femme au stade de la conception est très limité, cela peut suffire pour faire une différence notable en termes d'avantages pour les femmes même si le contexte local demeure une dimension essentielle pour que ces avantages s'inscrivent dans la durée et pour que les avancées soient réelles sur la voie de l'égalité homme-femme.

Le contexte social, institutionnel et politique est une donnée fondamentale pour la pérennité des avantages de l'action menée en faveur du développement

Certaines évaluations effectuées au niveau macro-économique ont montré que le contexte culturel et institutionnel et le cadre dans lequel prend forme l'action des pouvoirs publics au niveau local importent davantage, si l'on se place sous l'angle des avantages que les femmes peuvent attendre des activités menées à l'appui du développement et du caractère plus ou moins durable de ces avantages, que la manière dont ces activités sont conçues. On observe par exemple qu'en Pologne et au Viêt Nam, les femmes comme les hommes ont bénéficié de l'aide octroyée par la Banque mondiale en fonction de critères ignorant largement la question de l'égalité entre les sexes et ce, soit parce que les partenaires chargés de la mise en œuvre ont effectivement ciblé leur action sur les femmes, soit parce que les femmes ont été en mesure de tirer profit des retombées bénéfiques de l'aide. Le DFID s'est aperçu pour sa part que le fait d'avoir tenu compte de l'égalité homme-femme au stade de la définition de l'action menée a eu peu de répercussions sur les systèmes de santé publique sauf dans les cas où les mesures et les stratégies mises en œuvre par les pouvoirs publics du pays partenaire étaient elles-mêmes porteuses.¹

- ***Intégrer les objectifs visés en matière d'égalité homme-femme dans les objectifs des activités, des programmes et des projets de développement.*** Tel est l'un des motifs de réussite souvent invoqués lorsque les évaluateurs mettent en évidence des avantages ou des retombées positives pour les femmes, ce qui ne signifie pas que les activités menées doivent nécessairement viser exclusivement les femmes ou être uniquement axées sur l'égalité homme-femme. L'attention se porte en effet de façon plus systématique et résolue sur les problèmes de parité lorsque ceux-ci transparaissent dans les objectifs arrêtés au stade de la conception ce qui contribue effectivement à accroître la probabilité que la question de l'égalité homme-femme soit prise en compte dans les stratégies et les activités, ainsi que dans les indicateurs utilisés pour le suivi et l'évaluation de celles-ci.
- ***Utiliser des stratégies participatives pour associer les femmes comme les hommes à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'action menée en faveur du développement.*** Les stratégies participatives doivent être éclairées par une analyse rigoureuse des relations entre les hommes et les femmes dans le contexte socio-économique et politique qui prévaut. Il ressort de l'examen des évaluations effectuées que les stratégies participatives ne sont pas en soi une garantie que la question de l'égalité homme-femme va être envisagée comme il le faudrait car les méthodes participatives ignorent encore trop souvent le point de vue des femmes.
- ***Prévoir des ressources et des délais suffisants pour permettre de réaliser des travaux sur le terrain au stade de la conception.*** C'est là un point essentiel pour que l'on puisse recueillir des données de référence nécessaires, ventilées par sexe, et mettre en place des stratégies participatives.
- ***Veiller à ce que les stratégies suivies en matière d'égalité homme-femme soient pragmatiques et fondées sur des analyses de qualité.*** Les stratégies mises en œuvre dans le domaine de l'égalité homme-femme doivent prendre en considération la manière dont les différences entre les hommes et les femmes interfèrent avec chaque programme et dans chaque contexte, ainsi que les conséquences qui en découlent pour la conception et la mise en œuvre du programme ; elles doivent définir les activités qu'il convient de mener, les partenaires avec lesquels il convient de les mener et les raisons pour lesquelles elles doivent être entreprises, mais aussi déterminer les résultats escomptés, la manière dont les activités et les résultats qu'elles produisent concourent à la réalisation des objectifs globaux de l'action engagée et enfin les indicateurs permettant d'assurer un suivi de la stratégie et des résultats. Les principaux axes des stratégies en faveur de l'égalité homme-femme ne seront respectés que s'ils sont intégrés dans les processus et les instruments de mise en œuvre et de gestion au jour le jour, par exemple au moyen d'une matrice logique.
- ***Mettre à disposition sur place des spécialistes de l'analyse des conditions sociales et des questions ayant trait à l'égalité homme-femme*** pour faciliter la réalisation d'études et appuyer la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble des stratégies.
- ***Veiller à ce que la responsabilité de la réalisation des objectifs visés en matière d'égalité homme-femme apparaisse explicitement dans les descriptions de postes, les mandats et les cahiers des charges concernant l'ensemble du personnel à tous les stades du déroulement des activités.*** C'est là un moyen d'améliorer notablement les chances que l'on s'attaque avec détermination aux problèmes d'égalité homme-femme à condition toutefois de disposer de ressources et de délais suffisants et d'un soutien adapté pour mettre au point des stratégies en faveur de l'égalité homme-femme et en assurer le suivi. Le fait de pouvoir compter sur des parties prenantes et un personnel compétent et dévoué à la cause de l'égalité homme-femme est également un atout précieux pour pouvoir réussir. Il est ressorti de l'examen des évaluations effectuées que les actions de formation sont d'autant plus productives en termes d'amélioration des compétences et ont d'autant plus de chances d'être effectivement mises en œuvre qu'elles sont spécifiques à un secteur et qu'elles sont en prise directe sur les conditions et les activités propres à un projet donné.
- ***Recueillir des données de référence utiles et pertinentes, ventilées par sexe, et à tout le moins, recourir à des indicateurs et à des processus de suivi prenant en compte la dimension homme-femme aux stades de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des activités.*** Pour un grand nombre d'activités à l'appui du développement, les indicateurs tenant compte de la dimension homme-femme et les données ventilées par sexe font défaut, et les informations utilisées pour le suivi sont

pauvres, ce qui constitue une entrave majeure à l'évaluation des écarts possibles entre hommes et femmes, tant au niveau de la participation aux activités que des avantages et des retombées de ces activités pour les uns et les autres. Dans les cas où on procède à la collecte de données ventilées par sexe, celles-ci portent généralement en priorité sur les apports et les activités (participation des femmes aux actions de formation, nombre de femmes au sein des groupes ou nombre de prêts accordés à des femmes) plutôt que sur les avantages et retombées positives imputables à ces apports ou activités. Les incidences inopinées de telle ou telle activité sur les femmes, ou sur tout autre groupe (hommes, femmes ou enfants vivant dans la pauvreté par exemple) sont rarement explorées. Pour pouvoir exercer un suivi, il est nécessaire de recueillir des informations ventilées par sexe sur les participants aux programmes d'aide et les bénéficiaires de ces programmes, sur les obstacles qui empêchent les femmes et les hommes d'y participer, sur les effets indésirables ou dommageables de ces programmes et sur les évolutions observées dans les relations entre les hommes et les femmes.

Exemples d'indicateurs tenant compte de la dimension homme-femmeⁱⁱ

Éducation des filles : taux de scolarisation des filles, intérêt porté aux étudiantes, participation des femmes aux prises de décisions au niveau communautaire, élimination des obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès à l'éducation, programmes d'enseignement tenant compte de la dimension homme-femme, supports pédagogiques, enseignants et infrastructures prenant en considération les différences entre les expériences et les besoins respectifs des filles et des garçons.

Participation des femmes aux décisions : participation des femmes aux décisions et aux activités communautaires, et influence des femmes sur les décisions concernant leurs propres besoins ainsi que ceux de leurs enfants et de leur famille.

Résultats économiques, sociaux et politiques : accroissement de la production et des revenus, amélioration de la nutrition, prise de conscience par la communauté du problème de la violence domestique, amélioration des capacités des animateurs de la lutte pour la cause des femmes, amélioration des possibilités de tenir compte de la dimension homme-femme dans les processus de décision, renforcement de la capacité des organisations représentatives des femmes de négocier avec les pouvoirs publics, respect des femmes occupant des fonctions de direction.

Mettre au point de véritables stratégies pour réaliser des avancées sur la voie de l'égalité homme-femme

Lorsque les évaluations ont mis en évidence des avancées sur la voie de l'égalité homme-femme, il est apparu que celles-ci reposaient avant tout sur **l'association de plusieurs stratégies** visant parallèlement à :

- **Soutenir les efforts déployés par les organisations de défense des femmes pour œuvrer à l'égalité homme-femme.** Les activités spécialement conçues pour promouvoir l'égalité homme-femme en renforçant les moyens des organisations locales de défense des femmes et en les aidant à définir et à mettre en œuvre leurs propres plans d'action en faveur de l'égalité homme-femme, sont celles dont il apparaît le plus manifestement qu'elles ont entraîné des changements d'ordre stratégique durables dans les relations entre les hommes et les femmes. Dans ce domaine, une stratégie efficace est une stratégie qui prévoit un soutien au renforcement des capacités des femmes sur le plan de l'analyse, de la formation de réseaux et de l'organisation en même temps qu'un soutien aux activités de défense des femmes conduites avec des hommes au sein des institutions politiques et sociales en place au niveau local. Il est capital, pour pouvoir avancer sur la voie de l'égalité homme-femme, de veiller à ce que les organismes gouvernementaux soient tenus de rendre compte de leurs actes à la société civile. Il arrive fréquemment que les organisations locales qui défendent la cause des femmes n'aient guère de moyens d'influer sur les priorités retenues dans le domaine du développement et qu'il faille leur procurer des ressources pour leur permettre d'agir sur ce front.

Les organisations de défense des femmes au service d'un changement durable

Au Pérou, le soutien apporté par l'ACDI aux organisations de défense des femmes a permis d'améliorer la programmation dans les ONG locales et d'axer davantage les programmes sur l'égalité homme-femme, de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions et de responsabilités aux niveaux communautaire et politique, de faire élire des femmes aux conseils municipaux, d'accroître la capacité des organisations de défense des femmes de négocier avec les pouvoirs publics et d'autres institutions, de faire en sorte que ces institutions soient plus attentives aux revendications des femmes et de recueillir des preuves que les hommes sont favorables à ces évolutions dans les rôles dévolus aux femmes.

Au Viêt Nam, on peut attribuer au soutien apporté par l'ACDI dans les domaines de la formation et du renforcement des moyens institutionnels des organisations de défense des femmes le fait que les femmes participent en plus grand nombre aux décisions politiques qui sont prises aux niveaux local et national et que les institutions publiques et privées soient davantage en mesure de mettre en œuvre des programmes bénéficiant aux femmes.ⁱⁱⁱ

- **Renforcer la capacité des femmes d'occuper des fonctions de direction en s'appuyant sur des stratégies participatives.** Le fait d'avoir dispensé aux femmes de formations qui leur ont permis d'élargir leurs compétences a eu des effets positifs sur leurs capacités de participer à la prise de décisions, en particulier lorsque des processus de planification et de suivi à caractère participatif, ou des stratégies visant à permettre aux femmes de travailler ensemble ou de s'épauler mutuellement, ont été mis en place parallèlement. Dans le cadre de certains programmes, le renforcement de la capacité des femmes à occuper des postes de direction a donné de l'ampleur aux efforts déployés par la communauté pour combattre la pauvreté.

Arrivée des femmes à des postes de direction et réduction de la pauvreté

En Inde, l'ACDI a choisi d'axer son effort de soutien au renforcement de la participation des femmes aux décisions sur la formation et sur des actions visant à préparer les femmes à devenir des parties prenantes, voire des décideurs, au sein des structures administratives locales (panchayats). Les femmes se sont attaquées à certains problèmes qui se posaient au sein de la communauté en concertation avec les administrations locale et centrale. Leurs initiatives ont obligé les institutions gouvernementales à rendre davantage compte de leurs décisions, et du même coup, à faire bénéficier les plus pauvres de services et de programmes de base.

.../...

(suite)

Un programme financé par l'USAID a été lancé au Népal pour renforcer la participation des femmes à l'exercice des responsabilités en leur donnant accès à l'éducation de base, à des informations sur leurs droits et à des prêts. L'évaluation de ce programme a mis en lumière une participation plus active des femmes à la prise de décisions relatives à la vie du foyer et fait apparaître qu'une part plus importante des ressources des ménages est consacrée au bien-être de la famille, notamment à l'alimentation, aux vêtements, à l'éducation et à la santé, ce qui a un impact direct sur le recul de la pauvreté. Les répercussions indirectes sur la pauvreté s'expliquent par le fait que les femmes agissent désormais à titre individuel ou collectif auprès des autorités locales pour améliorer divers aspects de leur vie quotidienne, concernant notamment la violence domestique, l'abus d'alcool, la répartition des biens après un divorce, la polygamie et l'idée que se fait la communauté du travail des femmes et du comportement qu'elles doivent avoir.^{iv}

- **Cibler les femmes.** Dans certains cas, le fait d'employer du personnel féminin et de faire appel à des femmes ou à des groupes de femmes pour la mise en œuvre a permis de cibler plus efficacement les femmes, de favoriser leur participation et de veiller à ce qu'elles aient accès aux ressources débloquées au titre du programme ou du projet. Néanmoins, le contenu des programmes compte tout autant que le ciblage. Il est essentiel d'analyser les facteurs qui empêchent les femmes d'avoir accès aux ressources et aux avantages que procurent les programmes, de mettre au point des stratégies destinées à les cibler plus efficacement et de surveiller l'efficacité des mesures de ciblage.

Cibler les femmes, lutter contre la pauvreté et promouvoir une bonne gestion des affaires publiques

L'accroissement du nombre de femmes au sein du personnel chargé du suivi a permis d'améliorer l'efficacité du Programme alimentaire mondial vis-à-vis des groupes cibles de femmes et de veiller à ce que celles-ci soient informées sur leurs droits à bénéficier d'une aide, et le fait d'avoir encouragé des femmes appartenant à différents groupes ethniques à siéger côte à côte aux comités de gestion et de distribution de l'aide alimentaire a en outre été un moyen de surmonter les clivages entre ethnies qui suscitaient dissensions et conflits.

.../...

(suite)

Au Ruanda, l'USAID procure à des associations de femmes vivant en milieu rural des ressources qui servent à financer des activités agricoles, des activités d'élevage et des micro-entreprises. Ces associations ont réussi à toucher les catégories les plus vulnérables, y compris les foyers dépendant d'une femme seule. Grâce à des projets à petite échelle, les femmes ont acquis une expérience de la prise de décisions et de la gestion d'activités de développement à l'échelon local qui a amélioré leurs chances d'occuper une place au sein des nouvelles structures politiques, ce qui a contribué à apaiser les tensions et à renforcer la cohésion sociales.

Il ressort de l'évaluation d'un projet de développement communautaire en Chine réalisée par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID) que les femmes n'ont guère bénéficié des prêts consentis, ni des formations dispensées, ni des sommes versées en échange de travail et ce, parce que le rôle prépondérant revient aux hommes dans tous ces domaines. Néanmoins, le recrutement de femmes pour des postes de responsables de l'octroi des prêts a favorisé une amélioration du ciblage des pauvres en général, et aussi des femmes. Le fait de travailler avec des groupes de femmes a permis de consolider les structures de cohésion et d'entraide sociales, et partant, d'améliorer le taux de remboursement des prêts, y compris lorsque pour honorer les échéances, les femmes et les enfants ont dû fournir une somme de travail exceptionnelle.^v

- **Travailler avec les hommes pour promouvoir l'égalité homme-femme.** Il est capital de sensibiliser les hommes (y compris les maris et les hommes exerçant des responsabilités) à l'égalité homme-femme pour pouvoir renforcer la participation des femmes à la vie collective. Il est également indispensable de dialoguer avec les hommes et de les associer à l'action menée pour que celle-ci soit durablement bénéfique aux femmes et entraînent des changements dans les relations entre les hommes et les femmes.

Des enjeux toujours à l'ordre du jour

Certaines confusions à propos des notions et des objectifs utilisés dans le domaine de l'égalité entre les sexes doivent impérativement être éliminées grâce au dialogue avec les partenaires et au renforcement des capacités au sein des organismes d'aide. Il est encore courant de voir l'expression «égalité homme-femme» se substituer au mot «femmes», et les hommes sont absents de la plupart des rapports d'évaluation, ce qui veut dire que ces évaluations ne sont guère, voire pas du tout,

axées sur les *relations* (relations économiques, relations sociales et relations de pouvoir) entre les hommes et les femmes, ni sur la manière dont la nature de ces relations influe sur la capacité des femmes de participer aux activités menées à l'appui du développement ou d'en bénéficier, ni sur l'impact que ces activités peuvent avoir sur la parité. La tendance à considérer l'intégration systématique de la dimension homme-femme comme un objectif à atteindre plutôt que comme une stratégie pour parvenir à la parité entre les sexes constitue également une difficulté.

L'obligation de rendre des comptes et la détermination à agir à tous les niveaux, de même que la dynamique insufflée par l'encadrement aux échelons intermédiaires et supérieurs, sont des facteurs essentiels pour accélérer les progrès sur la voie de l'égalité homme-femme. Les donateurs ne rendent guère de comptes sur les stratégies qu'ils mènent dans le domaine de l'égalité homme-femme, ce qui représente un obstacle majeur et permanent aux efforts visant à faire en sorte que les hommes et les femmes soient également parties prenantes et bénéficiaires des activités d'aide au développement. Les évaluations réalisées montrent que dans les stratégies par pays, les objectifs concernant l'égalité homme-femme ne sont pas prioritaires, et qu'il n'existe guère d'orientations quant à la manière de traduire en actions concrètes la volonté affichée en la matière. Il est rare de retrouver la marque des engagements pris en matière d'égalité homme-femme dans les procédures globales, les systèmes et instruments de gestion des organismes d'aide, d'où un déficit de suivi de la mise en œuvre. Le manque d'efficacité des actions de sensibilisation à l'égalité homme-femme, l'absence d'outils d'analyse prenant en compte la dimension homme-femme et le fait que les instruments existants ne sont pas utilisés sont également perçus comme des entraves. La mise en œuvre des stratégies mentionnées précédemment serait éminemment bénéfique. Les plans d'action élaborés par les organismes d'aide pour mettre en pratique la stratégie définie en faveur de l'égalité homme-femme se sont dans certains cas révélés productifs. Les actions de sensibilisation à l'égalité homme-femme ont d'autant plus de chances d'être effectivement suivies d'effets qu'elles sont spécifiques à un secteur et qu'elles sont en prise directe sur les conditions et les activités propres à un projet donné.

Bilan des efforts d'intégration systématique de la dimension homme-femme : les progrès demeurent lents

Il ressort d'une étude du ministère allemand de la Coopération économique (BMZ) portant sur 21 projets menés dans sept pays différents dans le domaine de l'éducation de base qu'une seule de ces projets a comporté une analyse tenant compte de la dimension homme-femme, qui n'a d'ailleurs été réalisée que partiellement. Une évaluation de l'ACDI conclut que dans la plupart des projets, l'intégration systématique de la dimension homme-femme en est encore au stade embryonnaire, et une étude de la BAD met en évidence le fait que la plupart des projets négligent les aspects les plus importants de l'égalité homme-femme. Sur plus de 42 projets dans le domaine agricole ayant fait l'objet d'un examen de la Banque mondiale, 14 seulement comportaient un volet ou des activités bénéficiant aux femmes.^{vi}

Il convient d'améliorer la qualité des analyses portant sur la dimension homme-femme en veillant à ce qu'elles concordent avec les objectifs assignés à chaque activité, avec les analyses des conditions sociales et de la pauvreté et avec les résultats escomptés. Dans les cas où l'analyse de la dimension homme-femme est réalisée au stade de la conception des programmes, il arrive fréquemment qu'elle ne soit pas vraiment raccordée aux activités à entreprendre ou aux résultats escomptés. Or si l'analyse de la dimension homme-femme n'est pas intégrée à l'analyse globale des aspects sociaux, de la pauvreté et de la durabilité, le risque augmente d'assister à une marginalisation des femmes aux stades de la conception et de la mise en œuvre des activités d'aide. Une analyse intégrée des conditions sociales, de la dimension homme-femme et de la pauvreté doit avoir pour objet de mettre au jour : les faiblesses respectives des hommes et des femmes qui les exposent à la pauvreté (différences pour l'accès à l'emploi, aux ressources productives, à l'éducation et différences dans la capacité d'influer sur les décisions relatives à des choix de vie), les manières différentes qu'ont les hommes et les femmes de vivre la pauvreté (accès aux services de base, droits à réparation, risque d'être victime de violences, maladies, exploitation sous diverses formes), les possibilités différentes qui s'offrent aux hommes et aux femmes d'échapper à la pauvreté et les priorités respectives des uns et des autres, et enfin les retombées différentes pour les uns et les autres des actions visant à faire reculer la pauvreté.

Il convient de concilier explicitement les objectifs de lutte contre la pauvreté avec ceux visés dans le domaine de l'égalité homme-femme, que ce soit dans les stratégies d'aide, dans les programmes

d'aide par pays et les stratégies sectorielles ou au stade de la définition et de l'évaluation des activités d'aide au développement. Il importe notamment de montrer en quoi la promotion de l'égalité homme-femme et la défense des droits des femmes vont contribuer à faire reculer la pauvreté et quelles seront les retombées des stratégies de lutte contre la pauvreté proprement dites sur les femmes et les hommes.

Dispose-t-on de données attestant que les bénéfices que les femmes retirent des activités d'aide et que les changements que ces activités amènent dans les relations entre les hommes et les femmes concourent à l'amélioration des résultats obtenus dans le domaine du développement ?

Aux niveaux macro-économique et micro-économique, les capacités et la détermination des partenaires et le contexte social, économique et institutionnel, ainsi que le cadre d'action qui prévalent sur le plan local, sont autant de facteurs qui influent de manière décisive sur le caractère durable des avantages que les femmes retirent de l'aide au développement et plus globalement, des résultats obtenus sur le front du développement. Rares sont les évaluations sur lesquelles a porté l'examen qui étudient cet aspect. Les évaluations réalisées par les organismes d'aide ne comportent donc guère de données attestant que les évolutions observées dans les relations entre les hommes et les femmes ou les avantages que les femmes retirent de l'aide au développement contribuent à améliorer les résultats obtenus dans le domaine du développement. En contrepoint de ce constat, on s'aperçoit que des observations de plus en plus nombreuses tendent à démontrer que la persistance des inégalités entre les hommes et les femmes a un coût élevé en termes de développement et que les efforts visant à améliorer la parité peuvent se révéler très payants sur le plan social et économique.^{vii}

Au niveau d'une activité ou d'une communauté, les évaluations effectuées par les organismes d'aide montrent clairement que les actions menées à l'appui du développement sont d'autant plus efficaces et productives que les femmes en bénéficient. Il apparaît notamment que :

■ Lorsque les évaluations mettent en évidence des évolutions dans les relations entre les hommes et les femmes, celles-ci se traduisent généralement par une participation accrue des femmes à la prise de décisions au niveau communautaire ou au niveau des structures administratives locales, laquelle a des effets positifs sur la bonne gestion des affaires publiques et la reddition de comptes.

.../...

(suite)

■ Il est avéré que la participation des femmes à des activités entreprises dans le cadre d'un projet ou aux activités de groupes ou de comités a amélioré l'efficacité globale des actions en faveur du développement (voir encadré sur le ciblage des femmes).

■ Lorsque les femmes acquièrent effectivement la maîtrise des revenus du ménage, il apparaît qu'elles vont avoir tendance à utiliser les ressources disponibles pour satisfaire les besoins essentiels de la famille et scolariser les enfants, ce qui peut avoir des répercussions directes et indirectes sur la réduction de la pauvreté au niveau des ménages et de la communauté toute entière.

Il convient de poursuivre les travaux de recherche pour tenter de cerner comment les femmes et les hommes perçoivent les principaux changements survenus dans les relations entre eux dans différents contextes, d'identifier les causes de ces changements et de déterminer comment ils se répercutent sur les résultats globaux enregistrés dans le domaine du développement.

- i. Banque mondiale 2002 « The Gender Dimensions of World Bank Assistance : An Evaluation of Results », Département de l'évaluation des opérations (OED) ; DFID 2001 « ODA/DFID Support to Health Sector Reform and Health Management: A Synthesis Study » Andrew Cassels et Julia Watson.
- ii. ACDI 1999 « Evaluative Review of Ghana Girl Child Education Project » de Patrick Cummins et Akosua Anyidoho ; USAID 2001 « Final Evaluation Survey of the Women's Empowerment Program » PACT, Ava Darshan Shrestha et Janardan Khatri-Chhetri ; ACDI 2000a « Evaluation of Inter Pares' Program in Peru: Final Report », Division ONG de l'ACDI, Catherine Gander.
- iii. ACDI 2000a op cit ; et ACDI 2000b « Review and Monitoring Report: SWIF Project Phase I » Veronica Huddleston.
- iv. ACDI 2000 « Empowerment of Women through Panchayati Raj in Rajasthan and Orissa, India » Evaluation de l'ACDI 00/31, D.K. Manavalan ; USAID 2001 op cit.
- v. USAID 1999 « Evaluation of USAID/OIT's women in transition initiative in Rwanda » Office of Transition Initiatives et CDIE ; PAM 2002 « Final Evaluation of WFP's Commitment to Women 1996-2001, Full Evaluation Report » Camillia Fawzi El-Sohl, AusAID 2000 « Qinghai Community Development Project: Evaluation Report ».
- vi. Banque mondiale 2002 op cit ; ACDI 2002 « Mainstreaming Gender Equality : Evaluation of Sida's Support for the Promotion of Gender Equality in Partner Countries » Rapport d'évaluation de l'ACDI 02/01, Britha Mikkelsen, Ted Freeman, Bonnie Keller et al., ministère allemand de la Coopération économique (BMZ) 2001 « Main Report on the Series Evaluation: Prospects of Success of Basic Education Projects ; BAD 2001 « Special Evaluation Study on Gender and Development » Département de l'évaluation des opérations (OED).
- vii. Banque mondiale 2001 « Engendering Development : Through Gender Equality in Rights, Resources, and Voice » Banque mondiale et Oxford University Press.